



Un projet de Loi de finances pour l'action sociale interministérielle, sans aucune ambition pour 2013, loin des attentes sociales et loin du changement affirmé.

Alors que le nombre de bénéficiaires du chèque vacances progresse de 7 % en 2012 et qu'une campagne médiatique a été programmée pour relancer cette prestation ;

Alors que les besoins de garde d'enfants sont nombreux et que 500 places en crèches n'ont pu être totalement financées en 2012 ;

Alors que l'aide au maintien à domicile prévue pour 5 000 agents retraités de l'Etat ne prévoit aucun crédit pour 2013 et que 30 000 retraités bénéficiaient en 2008 de l'ancienne prestation Aide au Maintien à domicile;

Alors que pour les logements sociaux, l'accès aux 5 % préfectoraux est saturé dans certaines zones comme l'Ile de France où seulement 13% des demandes obtiennent une réponse favorable ;

Alors que la politique de restauration collective manque de volontarisme et que 6 restaurants inter administratifs ont été fermés récemment ;

Alors que les agents subissent depuis près de trois ans le gel du point d'indice, et vont subir le prélèvement supplémentaire sur les cotisations retraite et la hausse généralisée des prix ;

La prévision de crédits pour 2013 ne fait pas le compte : Près de 15 millions d'euros en moins en comparaison au budget 2012.

Si dans le contexte actuel, il ne fallait pas s'attendre à un abondement important des crédits sociaux, il est inacceptable que ce PLF 2013 soit en retrait comparé aux exercices précédents.

Les organisations syndicales, représentant les personnels de la fonction publique de l'Etat revendiquent des crédits sociaux interministériels et leur non taxation, à hauteur des besoins exprimés des agents et une harmonisation « par le haut » des prestations sociales pour plus d'égalité.

Parce que les besoins des agents de la FPE sont nombreux en matière d'action sociale, l'ensemble des OS, de façon unanime, condamne la volonté du gouvernement de rompre avec une « sanctuarisation du budget d'action sociale » et se prononce défavorablement sur ce budget 2013, car le changement c'est maintenant.

**Les organisations syndicales siégeant au Comité Interministériel d'Action Sociale
Cfdt- Cftc – CGC - CGT - FO – FSU – Solidaires - UNSA**